

Vue d'ensemble

LE CANADA ET LE MONDE

NOTA: Le nouveau gouvernement du premier ministre Brian Mulroney est entré en fonction le 17 septembre 1984. Au cours de la période considérée (du 1^{er} avril 1984 au 31 mars 1985), les ministres titulaires étaient:

Secrétaire d'État aux Affaires extérieures

L'honorable Allan J. MacEachen

(D'avril 1984 à juin 1984)

Ministre du Commerce international

L'honorable Gerald A. Regan

(D'avril 1984 à juin 1984)

Ministre des Relations extérieures

L'honorable Jean-Luc Pépin

(D'avril 1984 à juin 1984)

Secrétaire d'État aux Affaires extérieures

L'honorable Joseph-Jacques Jean Chrétien

(De juin 1984 à septembre 1984)

Ministre du Commerce international

L'honorable Francis Fox

(De juin 1984 à septembre 1984)

Secrétaire d'État aux Affaires extérieures

Le Très honorable Charles Joseph Clark

(De septembre 1984 à mars 1985)

Ministre du Commerce international

L'honorable James Kelleher

(De septembre 1984 à mars 1985)

Ministre des Relations extérieures

L'honorable Monique Vézina

(De septembre 1984 à mars 1985)

Au cours de l'année considérée, la reprise de l'économie mondiale s'est poursuivie à un rythme raisonnable quoiqu'inégal et s'est étendue de l'Amérique du Nord jusqu'au Japon, en Europe et à plusieurs pays en voie de développement. Le commerce international, stagnant pendant la récession, a depuis augmenté d'un bon huit pour cent. En effet, dans la plupart des pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), l'inflation s'est stabilisée à des taux qui n'avaient jamais été aussi bas depuis 1973.

Pourtant, même si la reprise s'est poursuivie, on a généralement convenu qu'il n'y avait pas lieu de se sentir satisfait. Malgré les perspectives encourageantes à court terme, certains secteurs ont continué de subir des tensions et des déséquilibres qui menacent la croissance non-inflationniste continue. Le chômage a été particulièrement aigu en Europe et au Canada et un certain risque demeure que la reprise américaine ralentisse avant même d'avoir profité à l'Europe et au Japon. On s'est également inquiété des répercussions que pourraient avoir, au niveau international, les politiques et le rendement économiques américains, notamment le déficit budgétaire record, les taux d'intérêts élevés, la force du dollar et l'énorme déficit courant. Les taux d'intérêt élevés aux États-Unis et la force du dollar américain ont maintenu

à la hausse les taux d'intérêt d'autres pays industrialisés, nuisant ainsi à la croissance tout en créant des risques d'inflation due aux prix élevés des importations. Parallèlement, la force du dollar américain a présenté un sérieux défi à la compétitivité de l'industrie américaine en général et de l'industrie de la fabrication en particulier. De plus, le déficit courant a renforcé les fortes tendances protectionnistes du Congrès.

Ces problèmes permanents ont été assez nets pour qu'au sommet de Londres (juin 1984), le Canada et les autres pays expriment, en termes plus vifs qu'ils ne l'avaient d'abord envisagé, la nécessité d'un effort collectif pour lutter contre le chômage, les taux d'intérêt élevés, l'inflation et les déficits budgétaires. À cette occasion, le Canada a proposé une initiative, bien accueillie, visant à étudier les causes et les tendances de l'ajustement structurel.

Le commerce mondial a continué de s'accroître après le sommet de Londres, son volume total pour 1984 dépassant de huit pour cent celui de l'année précédente. Pendant cette période, les exportations canadiennes ont augmenté de 24 pour cent, surtout à cause des ventes aux États-Unis. Toutefois, certains produits ont subi des pressions protectionnistes aux États-Unis, et la baisse de la compétitivité des produits canadiens dans plusieurs secteurs a suscité des inquiétudes. De façon plus générale, il y avait des risques d'importantes mesures protectionnistes de la part du gouvernement américain et de certaines tendances protectionnistes européennes contre le Japon.

Sur cette toile de fond, les progrès en vue d'une nouvelle ronde de négociations commerciales multilatérales (NCM) se sont avérés lents. La déclaration du sommet de Londres demandait que l'on prenne, dans les « meilleurs délais », une décision sur la tenue de ces négociations, mais, pendant tout l'exercice 1984-1985, certains pays ont refusé de s'engager à fixer une date précise pour l'amorce des négociations. Le Canada, qui était favorable à ces négociations, a cherché à forger un consensus à cet égard au sein de tribunes comme le sommet, l'OCDE et les rencontres successives des ministres des Affaires étrangères de la Quadrilatérale (États-Unis - Communauté européenne - Japon - Canada).

La combinaison de possibilités et de défis présentée par les tendances commerciales et macro-économiques mondiales est devenue, en automne 1984, un important sujet de préoccupation pour le nouveau gouvernement canadien. Celui-ci a souligné l'importance de libérer les forces du marché et d'améliorer la compétitivité nationale, il a insisté aussi sur les relations économiques du Canada avec les États-Unis (surtout à une époque où s'accroît le protectionnisme américain). Il a pris sans tarder des mesures visant à améliorer les conditions de l'investissement au Canada et a procédé à de larges consultations sur la politique commerciale et les stratégies de promotion.

L'année financière 1984-1985 a été marquée par une certaine atténuation des difficultés économiques éprouvées